

Mercredi 13 février 2019

Communiqué de presse

Appel à la généralisation des mobilisations

Des mobilisations contre la politique éducative du gouvernement se développent dans de nombreux établissements, le SNES-FSU appelle à leur généralisation.

Ces mobilisations prennent des formes diverses : grèves reconductibles, motions de CA, adoption d'évaluations des élèves non chiffrée, « nuits des établissements », réunions avec les parents, démissions collectives de la fonction de professeur principal... Elles font écho aux rendez-vous nationaux de mobilisations à l'appel du SNES-FSU les 17 et 24 janvier et le 5 février.

Contre les suppressions de postes et de moyens qui rendent la préparation de la rentrée 2019 très difficile (effectifs, offre de formation), contre les réformes du lycée, du baccalauréat et de Parcoursup qui construisent un lycée injuste et inégalitaire, pour une revalorisation salariale et un moratoire sur les réformes.

Chaque jour le gouvernement semble vouloir en rajouter. Le débat en cours à l'Assemblée nationale sur la loi Blanquer voudrait faire de l'École de la République une entreprise de mise au pas des esprits. L'article 1 de la loi cherche à bâillonner les personnels de terrain et en particulier les professeurs dans leur expression citoyenne et professionnelle. Les amendements laissent penser que drapeau et uniforme imposeraient un respect de l'institution au moment où l'École est privée des moyens de faire vivre les valeurs de la République, où la politique éducative ne fait qu'accroître les inégalités.

L'autoritarisme se renforce et des mesures d'intimidation vis-à-vis des personnels qui veulent exprimer leur mécontentement se multiplient.

Et, bientôt, avec la réforme de la Fonction publique, des organisations syndicales dessaisies de leurs moyens de contrôle en CAP ? Davantage de précarité pour les personnels qui assurent le service public ?

C'en est trop de ce climat délétère et de ce mépris.

Partout le SNES-FSU appelle les personnels à entrer dans l'action, à amplifier les mobilisations, à s'organiser avec les parents pour interpeller les élus et à préparer dans l'unité la plus grande de la profession les prochaines échéances revendicatives.